ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 7 mars 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er décembre 1964 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats à certains emplois publics", a donné le 27 mars 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1974 door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1964 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van gegadigden voor bepaalde overheidsbetrekkingen", heeft de 27e maart 1974 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Pour les raisons exposées dans l'avis donné sur le projet L. 12.013 (observation préalable B), le Conseil d'Etat propose de reprendre dans le préambule du présent projet le considérant suivant :

"Considérant qu'en vue de hâter l'entrée en service des agents, il est préférable de reporter, en général, jusqu'après celle-ci, la vérification de l'aptitude physique des intéressés; que toutefois l'intérêt de l'administration et des candidats demande que la vérification de cette aptitude physique précède l'entrée en fonction s'il s'agit du recrutement de bénéficiaires de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi des handicapés dans les administrations de l'Etat ou du recrutement à des grades pour lesquels des conditions particulières d'aptitudes physiques sont imposées;".

Article 1er.

La rédaction suivante est proposée pour le nouvel article 1er de l'arrêté royal du 1er décembre 1964 :

.../...

"Article 1er.-

Toute personne engagée, à quelque titre que ce soit, comme membre du personnel d'un ministère, doit se soumettre à un examen médical organisé par l'office médico-social de l'Etat, à moins que cet examen n'ait eu lieu avant l'entrée en fonctions.

L'examen médical a lieu à la demande de l'autorité qui organise le recrutement. Si l'intéressé est bénéficiaire de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi des handicapés dans les administrations de l'Etat, l'examen médical a toujours lieu à la demande du Secrétaire permanent au recrutement. Dans ce cas, il est joint à la demande une description des principales tâches qui seront confiées à l'intéressé qui sera soumis à l'examen médical avant son entrée en fonctions.

Les examens médicaux qui ne sont pas faits à l'occasion d'un recrutement ont lieu à la demande du Ministre".

Article 2.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 du nouvel article 3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1964 :

.../...

"Celui qui ne satisfait pas à l'examen médical et qui a déjà été appelé en service est démis d'office par l'autorité qui détient le pouvoir de nomination".

L'alinéa 3 de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"S'il s'agit d'un stagiaire du niveau 1, la démission d'office est prononcée par le Ministre qui a dans ses attributions le ministère auquel le stagiaire aurait dû être affecté en cas de réussite. Si cette affectation n'est pas déterminée, la démission d'office est prononcée par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions".

La démission d'office est prévue pour les agents définitifs et stagiaires par l'article 112 du statut des agents de l'Etat, pour les agents temporaires par l'article 17 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 et pour les ouvriers temporaires par l'article 16 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948. Ces articles qualifient cette mesure de démission d'office et sans préavis. En employant simplement les termes "démis d'office", le projet pose la question du préavis.

S'il entre dans les intentions du Gouvernement d'accorder un préavis, il est proposé d'ajouter à l'article 3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1964, un alinéa 4 rédigé comme suit :

.../...

"Par dérogation aux dispositions réglementaires relatives à la démission d'office et sans préavis, l'autorité donne à l'intéressé un préavis dont la durée est égale à celle qui est prévue en cas de licenciement par le statut des agents temporaires ou par le statut du personnel ouvrier temporaire, selon que l'intéressé fait partie du personnel administratif ou du personnel de maîtrise, de métier et de service. L'autorité peut mettre fin aux fonctions de l'agent avant l'expiration du délai du préavis en lui payant une indemnité égale à la rémunération correspondant soit à la durée du délai du préavis, soit à la partie de ce délai restant à courir".

Si le Gouvernement adopte cette proposition, celle-ci devrait faire l'objet d'une motivation au préambule de l'arrêté en projet afin de répondre aux exigences de l'article 116 du statut des agents de l'Etat.

Article 3.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa ler de l'article 4 de l'arrêté royal du ler décembre 1964 :

"Lorsque la nature de la fonction l'exige, des arrêtés ministériels peuvent fixer, par ministère, des conditions particulières d'aptitudes physiques, pour des grades déterminés. Ces arrêtés ministériels peuvent prescrire que, dans ce cas, l'examen médical doit précéder l'entrée en fonctions".

.../...

Article 4.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 6 de l'arrêté royal du 1er décembre 1964 :

"Article 6.-

S'il n'a pas été possible de juger avec certitude de l'aptitude physique de l'intéressé, celui-ci est déclaré admissible sous réserve. Dans ce cas, il peut continuer à exercer ses fonctions. S'il n'est pas encore entré en fonctions, il est admis à la nomination ou au stage".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée pour le nouvel alinéa qui doit être inséré entre les alinéas 1er et 2 de l'article 7 de l'arrêté royal du 1er décembre 1964 :

"Le candidat qui est ajourné et qui a déjà été appelé en service est démis d'office selon les modalités prévues à l'article 3, alinéas 2 à 4. Il perd le bénéfice de son rang de classement jusqu'au moment où il est soit déclaré admissible, soit déclaré admissible sous réserve".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 de l'article 11 de l'arrêté royal du 1er décembre 1964 :

.../...

"Aux mêmes conditions, l'agent admis sous réserve est démis d'office selon les modalités prévues à l'article 3, alinéas 2 et 3".

Si le Gouvernement adopte la proposition faite sous l'article 3 et qu'il estime, en outre, devoir l'étendre aux cas d'admission sous réserve, le texte proposé ci-dessus doit se lire "... à l'article 3 alinéas 2 à 4".

Article 7.

Il est préférable de reproduire entièrement l'alinéa 2 de l'article 14 de l'arrêté royal du 1er décembre 1964.

La rédaction suivante est proposée pour l'article 7 du projet :

"Article 7.-

L'article 14, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Si, sans motif valable, ils ont négligé de donner suite à deux convocations successives, la seconde étant faite sous pli recommandé à la poste, l'Office médico-social de l'Etat en avertit les autorités qui ont demandé l'examen

.../...

médical. A défaut de motif jugé admissible par ces autorités, l'intéressé est démis d'office selon les modalités prévues à l'article 3, alinéas 2 et 3, s'il a déjà été appelé en service. S'il n'a pas été appelé en service, sa candidature est déclarée nulle".

Le texte proposé ci-dessus ne prévoit pas l'octroi d'un préavis, étant donné que c'est l'agent qui provoque lui-même sa démission d'office en ne se présentant pas à l'examen.

Article 8.

Il conviendrait d'énumérer les articles où la modification prévue doit être apportée.

AANHEF.

Om de redenen die uiteengezet zijn in het advies over het ontwerp L. 12.013 (voorafgaande opmerking B) stelt de Raad van State voor, in de aanhef van het onderhavige ontwerp de volgende considerans op te nemen :

"Overwegende dat het, om de indiensttreding van de personeelsleden te bespoedigen, verkieslijk is de controle op de lichamelijke geschiktheid van de betrokkenen over het algemeen uit te stellen tot na de indiensttreding; dat het belang van het bestuur en van de gegadigden echter eist dat die lichamelijke geschiktheid vóór de indiensttreding wordt gecontroleerd wanneer het gaat om de werving van hen die in aanmerking komen voor het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van mindervaliden in de Rijksbesturen, of om werving in graden waarvoor bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid zijn gesteld;".

Artikel 1.

Voorgesteld wordt, het nieuwe artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Ieder die in enigerlei hoedanigheid als personeelslid van een ministerie in dienst is genomen, moet zich onderwerpen aan een door de Sociaal-medische Rijksdienst georganiseerd geneeskundig onderzoek, tenzij dit vóór de indiensttreding heeft plaatsgehad.

.../...

Het geneeskundig onderzoek heeft plaats op verzoek van de overheid die de werving uitschrijft. Wanneer de gegadigde in aanmerking komt voor het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de Rijksbesturen heeft het onderzoek altijd plaats op het verzoek van de Vaste Wervingssecretaris. De aanvraag gaat dan vergezeld van de beschrijving van de voornaamste taken welke zullen worden opgedragen aan de betrokkene, die aan het onderzoek zal worden onderworpen vóór zijn indiensttreding.

Elk geneeskundig onderzoek dat niet naar aanleiding van een werving wordt gedaan, heeft plaats op verzoek van de Minister".

Artikel 2.

Voor het tweede lid van het nieuwe artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Hij die niet voldoet bij het geneeskundig onderzoek en die reeds in dienst is geroepen, wordt door de benoemende overheid van ambtswege ontslagen".

Een betere lezing voor het derde lid van dit artikel zou zijn :

"Gaat het om een stagiair van niveau 1, dan wordt het ontslag van ambtswege uitgesproken door de Minister tot wiens bevoegdheid het ministerie behoort waarvoor de stagiair aangewezen had moeten worden als de uitslag gunstig

.../...

was geweest. Staat die aanwijzing nog niet vast, dan wordt het ontslag van ambtswege uitgesproken door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort".

In het ontslag van ambtswege wordt voorzien bij artikel 112 van het statuut van het Rijkspersoneel voor vastbenoemde en stagedoende personeelsleden, bij artikel 17 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 voor tijdelijke personeelsleden en bij artikel 16 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 voor tijdelijke werklieden. Die artikelen kwalificeren de maatregel als "ambtshalve (van ambtswege) en zonder opzeggings(termijn) ontslagen" worden. Door alleen te spreken van "van ambtswege ontslagen" doet het ontwerp de vraag omtrent de opzegging rijzen.

Is de bedoeling van de Regering in een opzegging te voorzien, dan voege men aan artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 een als volgt te lezen vierde lid toe :

"Met afwijking van de verordeingsbepalingen betreffende het ontslag van ambtswege en zonder opzegging staat de overheid de betrokkene een opzegging toe van dezelfde duur als voor ontslag bepaald is bij het statuut van het tijdelijk personeel of bij het statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, naargelang de betrokkene tot het administratief dan wel tot het meesters-, vak- en dienstpersoneel behoort. De overheid kan vóór het verstrijken van de opzeggingstermijn een einde maken aan het ambt van het personeelslid door hem een vergoeding uit te keren, gelijk aan de bezoldiging die hetzij met de duur, hetzij met het nog resterende gedeelte van de opzeggingstermijn overeenstemt".

.../...

Als de Regering op dit voorstel ingaat, moet het in de aanhef van het ontwerp-besluit gemotiveerd worden, zoals artikel 116 van het statuut van het Rijkspersoneel voorschrijft.

Artikel 3.

Voor het eerste lid van artikel 4 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Wanneer het wegens de aard van het ambt noodzakelijk is, kunnen ministeriële besluiten, per ministerie, bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid stellen voor bepaalde graden. Die ministeriële besluiten kunnen voorschrijven dat het geneeskundig onderzoek in dat geval vóór de indiensttreding moet plaatshebben".

Artikel 4.

Voor artikel 6 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 6.-

Is de lichamelijke geschiktheid van de betrokkene niet met zekerheid beoordeeld kunnen worden, dan wordt hij onder voorbehoud toelaatbaar verklaard. In dat geval mag hij zijn ambt blijven uitoefenen. Is hij nog niet in dienst getreden, dan is hij benoembaar of kan hij tot de stage worden toegelaten".

.../...

Artikel 5.

Het nieuwe lid dat moet worden ingevoegd tussen het eerste en het tweede van artikel 7 van het koninklijk besluit van 1 december 1964, kan als volgt worden gelezen :

"De reeds in dienst geroepen gegadigde die wordt uitgesteld, wordt van ambtswege ontslagen volgens de regels bepaald in artikel 3, tweede tot vierde lid. Hij verliest het voordeel van zijn plaats in de rangschikking tot hij hetzij toelaatbaar, hetzij onder voorbehoud toelaatbaar wordt verklaard".

Artikel 6.

Voor het tweede lid van artikel 11 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Onder dezelfde voorwaarden wordt het onder voorbehoud toegelaten personeelslid van ambtswege ontslagen volgens de regels bepaald in artikel 3, tweede en derde lid".

Als de Regering ingaat op het onder artikel 3 gedane voorstel en bovendien oordeelt dat het ook tot de gevallen van toelating onder voorbehoud moet worden uitgebreid, dan leze men de tekst als volgt "... bij artikel 3, tweede tot vierde lid".

.../...

Artikel 7.

Het tweede lid van artikel 14 van het koninklijk besluit van 1 december 1964 zou in zijn geheel moeten worden overgenomen.

Artikel 7 van het ontwerp leze men als volgt :

"Artikel 7.-

Artikel 14, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Hebben zij zonder geldige reden nagelaten gevolg te geven aan twee opeenvolgende oproepingen, waarvan de tweede bij een ter post aangetekende brief is gedaan, dan geeft de Sociaal medische Rijksdienst daarvan kennis aan de overheden die het geneeskundig onderzoek gevraagd hebben. Wordt geen door die overheden aannemelijk geachte reden aangevoerd, dan wordt de betrokkene van ambtswege ontslagen volgens de regels bepaald in artikel 3, tweede en derde lid, als hij reeds in dienst is geroepen. Is hij nog niet in dienst geroepen, dan wordt zijn kandidatuur nietig verklaard".

Deze tekst voorziet niet in een opzegging, aangezien het personeelslid zijn ontslag van ambtswege zelf uitlokt door niet voor het onderzoek op te komen.

Artikel 8.

De artikelen waarin de voorgenomen wijziging moet worden aangebracht, zouden moeten worden opgesomd.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section
de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.